

L'approche « apolitique » de la crise de l'eau en Palestine

Par Muna Dajani, le 30 juillet 2017



SYNTHESE

La Palestine subit une crise de l'eau d'origine humaine. Pourtant, les responsables gouvernementaux, la communauté internationale, les agences de donateurs et même la littérature universitaire décrivent le manque de ressources en eau de la Palestine comme un résultat des conditions climatiques de la région. Ce que ces récits négligent dans leur approche, c'est que le manque d'eau en Palestine est une construction sociale et politique qui camoufle la façon dont Israël pérennise...

Aperçu

Plus tôt ce mois-ci, Israël et l'Autorité Palestinienne (AP) ont annoncé un nouvel accord par lequel Israël vendra

aux Palestiniens 33 millions de mètres cubes d'eau désalinisée de la Mer Rouge par an, avec 10 millions de mètres cubes transférés dans la Bande de Gaza et le reste en Cisjordanie.

Cet accord masque le fait que la Palestine subit une crise de l'eau d'origine humaine, plutôt que naturelle. Les responsables gouvernementaux, la communauté internationale, les agences de donateurs et même la littérature universitaire décrivent le manque de ressources en eau de la Palestine comme une conclusion prévue – résultat des conditions climatiques de la région. Ce que ces récits négligent dans leur approche, c'est que le manque d'eau en Palestine est une construction sociale et politique qui camoufle la façon dont Israël pérennise son hégémonie sur les ressources en eau, provoquant une grave inégalité d'approvisionnement en eau pour les Palestiniens.

Pendant des décennies, Israël a proposé des solutions technologiques pour combler ce manque, telles que des usines de désalinisation, le traitement et la réutilisation des eaux usées. Les donateurs internationaux ont joué un rôle majeur dans le renforcement de cette approche israélienne. Ces solutions sont liées à la croyance que la science, la technologie et les infrastructures seront l'assurance que l'eau ne sera plus une source de discorde, de conflit et même de guerre. Mais ces solutions fournies par la technologie négligent les éléments sociaux, politiques et culturels de l'eau.

Cela ne veut pas dire que les avancées technologiques dans le domaine de l'eau ne sont pas essentielles pour le développement des sociétés. En réalité, l'aménagement de sources d'eau supplémentaires est nécessaire pour s'adapter à l'accroissement des populations, particulièrement face aux effets du changement climatique. Mais dans le cas d'Israël et de la Palestine, ces technologies ont intégré des motivations et des utilisations politiques. En vérité,

nous devons demander : Comment Israël bénéficie-t-il de ces avancées technologiques tout en maintenant son contrôle coercitif sur l'eau de la Cisjordanie, sans parler de sa responsabilité dans la crise de l'eau dans la Bande Gaza ? Les Palestiniens peuvent-ils se fier au potentiel de la technologie pour accroître leur accès à l'eau dans le contexte de l'occupation ?

Cette note politique examine en fait comment les innovations technologiques israéliennes fonctionnent dans un contexte de vol systématique des ressources en eau qui affaiblit les efforts des Palestiniens pour obtenir les droits à l'eau et la répartition équitable des sources d'eau. Elle souligne particulièrement le rôle des donateurs internationaux dans la consolidation de cette situation et elle propose des recommandations sur ce que les Palestiniens peuvent faire pour défier le statu quo et obtenir les droits à l'eau qui leur sont dus.

L'établissement de l'hégémonie d'Israël sur l'eau

Lorsque Israël a occupé la Cisjordanie, la Bande de Gaza et les Hauteurs du Golan en 1967, tous les cours supérieurs du Jourdain, en plus des eaux souterraines de Cisjordanie, sont passés sous son contrôle.¹ En 1982, l'armée israélienne a transféré son contrôle sur les ressources en eau de Cisjordanie à Mekorot, compagnie israélienne des eaux fondée en 1937.

Les Accords d'Oslo de 1993 ont installé un Comité Mixte de l'Eau (CME) par lequel Israéliens et Palestiniens coordonnent la gestion des ressources en eau en Cisjordanie. Cependant, les Accords permettent à Israël de contrôler le développement des infrastructures de l'eau des Palestiniens en sanctionnant et en gelant les projets des Palestiniens sur l'eau, tout en les menaçant parallèlement afin de légitimer les projets concernant l'eau dans les colonies, qui sont illégales selon le droit international.

Israël utilise actuellement 85 % des ressources en eau partagées de Cisjordanie, laissant les Palestiniens à sec. Non seulement Israël exerce son hégémonie sur l'accès aux ressources en Cisjordanie, mais l'Autorité Palestinienne de l'Eau dépend complètement d'Israël en tant que principal fournisseur d'eau, achetant son approvisionnement à Israël depuis les Accords d'Oslo. Et, contrairement aux prétentions israéliennes, les Palestiniens ne reçoivent pas gratuitement l'eau ajoutée à ce qui leur a été alloué par Oslo, ne laissant à l'AP d'autre choix que d'acheter davantage d'eau à Mekorot pour faire face à la demande croissante de sa population.²

Par ailleurs, depuis les années 1990, Israël a fait d'énormes investissements dans la désalinisation et le traitement de l'eau de mer, lui permettant de devenir un exportateur d'eau pour ses voisins en manque d'eau. Mekorot gère 100 méga-projets à travers Israël, dont 60 usines de désalinisation qui fournissent 60 millions de mètres cubes d'eau par an. En plus, ses usines de récupération et de traitement des eaux usées permettent à Israël de réutiliser 60 % de ses eaux retraitées pour les besoins de l'agriculture. Israël externalise cette expertise technique dans le monde en voie de développement et sa collaboration avec les compagnies des eaux et les gouvernements d'Argentine, de Chypre, d'Ouganda, d'Azerbaïdjan et du Portugal génère des milliards de dollars.

Avec sa propension à aller vers des solutions techniques qui ignorent sa politique d'appropriation de l'eau palestinienne, les accords d'Israël avec l'AP ont traité l'eau comme une question pratique. Les transferts, quotas et échanges établis ne se soucient pas d'adhérer aux principes du droit international sur l'eau qui demandent que l'eau soit équitablement distribuée et les droits à l'eau des Palestiniens reconnus. Après un gel de six ans de l'activité du CME, la coopération a pris fin en janvier

2017. Le gel était dû à un arrangement conditionnel par lequel les projets des colonies israéliennes devaient être approuvés pour permettre de considérer les projets palestiniens. Selon Jan Selby, entre 1998 et 2010, les Palestiniens ont donné leur accord à plus de 100 projets israéliens en Cisjordanie, mais 97 projets financés par des donateurs attendent encore l'approbation des Israéliens.

La reprise des rencontres et de la coopération est loin d'être facile. Alors qu'un nouvel arrangement permettra aux Palestiniens d'installer des canalisations et des réseaux sans l'accord du CME, il autorise la même chose à Israël, ce qui signifie qu'Israël peut développer ses réseaux pour les colonies sans le consentement commun du CME. Par ailleurs comme le note Selby : « Alors que les Palestiniens pourront maintenant décider seuls de l'installation de canalisations, ce qu'ils n'auront pas, c'est davantage d'eau pour les alimenter – sauf avec l'accord d'Israël. »

Comment le financement des donateurs consolide le statu quo israélien

La communauté internationale des donateurs, dans son vif désir d'établir une preuve de l'utilité de ses millions de dollars d'investissements, exacerbe l'inégalité de l'eau entre Israël et la Palestine. Alors que la démarche des donateurs a été d'accroître l'accès à l'eau et de protéger la santé des gens et de l'environnement, sous occupation on y arrive en passant par le consentement au statu quo. L'aide n'est pas supposée intervenir sur le long terme, mais devrait plutôt fournir un soutien aux communautés et aux acteurs locaux afin qu'ils puissent développer une mise en valeur durable des ressources et leur droit de propriété. Si l'on considère les décennies d'interventions et les millions de dollars versés dans les Territoires Palestiniens Occupés (TPO) pour le secteur de l'eau, l'échec des communautés de donateurs dans l'amélioration

des conditions de vie des Palestiniens démontre combien l'aide a fait du tort à la reconnaissance des droits des Palestiniens.

Depuis les années 1990, les agences internationales de donateurs ont accru leur investissement dans le secteur de l'eau des Palestiniens en construisant de petites -et grandes- usines de traitement des eaux usées, des conduites d'égout, et même une usine de désalinisation à Gaza. La plupart de ces projets sont menés selon les termes des Accords d'Oslo qui exigent que le Comité Mixte de l'Eau planifie les projets avant qu'une somme d'argent soit donnée à l'AP. Ainsi, en dehors du cadre étroit d'Oslo, le développement du secteur de l'eau est restreint.³

Les investissements internationaux ont généralement mis l'accent sur la construction d'usines de traitement des eaux usées en Cisjordanie, avec un intérêt croissant des donateurs pour six usines principales à Naplouse Ouest, Jénine, Jéricho, Al-Bireh, Ramallah et Tulkarem. Pourtant, un nombre significatif de ces projets ne se sont pas concrétisés. L'usine de traitement des eaux usées de Salfit par exemple a obtenu un financement dans les années 1990, mais n'a jamais été opérationnelle. Le CME a entraîné le projet dans un labyrinthe bureaucratique, depuis le changement de sa localisation approuvée jusqu'à la mise sous condition de son fonctionnement en le reliant à la colonie d'Ariel, un des plus grands blocs de colonies de Cisjordanie qui déverse ses eaux usées non traitées dans les villages palestiniens voisins.

La conception officielle de ces projets occulte les questions politiques sous-jacentes. En 2015, par exemple, l'Union Européenne et l'Autorité Palestinienne de l'Eau (APE) ont signé un accord pour construire une usine de traitement des eaux usées de 20,5 millions de dollars dans le gouvernorat de Tubas au nord-est de la Cisjordanie. Le

président de l'APE, Mazin Ghunaim, a dit :

« La question des eaux usées non traitées demeure un défi majeur en Palestine et a de sérieuses répercussions sur la santé, l'environnement et l'agriculture. Ce projet réduira de façon significative les risques sanitaires pour la population du gouvernorat du Nord Tubas et la contamination de l'environnement. *Il permettra aussi la réutilisation des eaux usées traitées pour l'agriculture, permettant ainsi de conserver les ressources limitées de l'aquifère en Palestine. (italiques ajoutés) »*

Ces convictions d'un besoin d'infrastructures des eaux usées pour remplacer des ressources « limitées » sont reprises par beaucoup de responsables de l'AP, d'agences de donateurs et d'organisations de la société civile.

Tandis que le traitement des eaux usées est nécessaire, sa conception en tant que source d'eau supplémentaire pour l'agriculture renforce l'idée qu'il faut trouver des moyens alternatifs pour obtenir les droits à l'eau en Palestine. En d'autres termes, l'accent sur le potentiel des eaux usées plutôt que sur le manque de droits à l'eau des Palestiniens fait de l'eau une crise naturelle qui a besoin d'une solution technique – plutôt qu'un problème d'origine humaine privant délibérément les Palestiniens d'une ressource vitale.

Quant à la Bande de Gaza, pendant la dernière décennie, des articles de journaux, des rapports et des campagnes internationales ont décrit sa carence en eau comme « catastrophique », « alarmante » et constitutive d'une « crise humanitaire ». En effet, la population est obligée de se contenter d'une source principale d'eau – un aquifère côtier – qui est à 96 % impropre à la consommation par l'homme. Ceci est dû à des décennies de sur-extraction, de contamination des égouts et d'infiltration d'eau de mer. Le blocus et les offensives israéliennes ont exacerbé ce

problème de façon exponentielle et a renforcé le développement de l'eau, dû pour une grande part à la destruction des usines vitales de traitement des eaux usées, des réservoirs et des centrales électriques.

La communauté internationale ainsi que l'AP ont imaginé de puis les années 1990 que la crise de l'eau à Gaza pouvait être résolue grâce à une usine de désalinisation. Le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée, organisme qui regroupe 28 pays de l'UE et 15 nations des rives méridionales et orientales de la Méditerranée, a particulièrement poussé ce projet. L'union argumente :

« Puisqu'il n'existe pas de source alternative d'eau douce, une grande usine de désalinisation est une nécessité absolue pour traiter le déficit en eau à Gaza. L'urgence d'un complexe de désalinisation pour Gaza s'est accrue avec l'élévation du niveau de la crise humanitaire à Gaza en lien avec l'inadéquation des ressources en eau et son impact consécutif sur la santé de la population. »

Ce genre d'approche renforce le discours sur la séparation géographique et politique de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie, traitant Gaza d'entité distincte qui a besoin de sa propre installation énergivore pour l'eau. Ces déclarations passent sous silence le fait que l'eau de Cisjordanie – presque entièrement contrôlée par Israël – peut fournir de l'aide à Gaza. Comme le soutient Clemens Messerschmid, hydrologue allemand qui travaille dans le secteur de l'eau de Palestine :

« Selon le droit international sur l'eau, Gaza a droit à une part équitable du Bassin Aquifère Côtier. Gaza ne peut pas être séparé du reste de la Palestine. Gaza doit être alimenté de l'extérieur, tout comme New York, Londres, Paris ou Munich. La Cisjordanie riche en eau achète des quantités d'eau sans cesse croissantes à la compagnie Mekorot (Israël), tandis que Gaza devrait se débrouiller

toute seule ? C'est de la pure logique très ancienne cent pour cent israélienne et une justification hydro-politique. La lutte historique des Palestiniens pour leurs droits à l'eau, pour un partage « équitable » et raisonnable des ressources en eau transfrontalières qui est inscrit dans le droit international sur l'eau, est abandonnée selon ce nouveau paradigme. Le Neguev israélien a un surplus d'eau parce que tout le cours supérieur du Jourdain est transféré au Lac de Tibériade dans le Réseau National d'Adduction d'Eau qui passe aux portes de Gaza. D'énormes quantités de surplus d'eau sont littéralement déversées en évitant Gaza, tandis que la Bande continue à s'assécher. »

Semblable aux usines de traitement des eaux usées de Cisjordanie, l'usine de désalinisation de Gaza, bien que construite, n'est pas complètement opérationnelle. L'UNICEF, après des dizaines d'années de levées de fonds de l'UE et d'autres, a inauguré l'usine en janvier 2017. Pourtant, fin février, l'usine ne fonctionnait que partiellement, alimentée par du fuel de secours. Les usines de désalinisation requièrent un entretien constant et des pièces et du matériel de rechange, ce qui est maintenant plus facile avec le Dispositif de Reconstruction de Gaza. Créé pour « faciliter la reconstruction urgemment nécessaire », le Dispositif a fait du blocus son point de départ, démarche que l'Oxfam a critiquée parce qu'elle normalisait le siège et « donnait l'impression qu'on légitimait un régime de contrôle extensif ». Par ailleurs, l'Oxfam a rappelé le danger qu'il y a à séparer les solutions économiques et technologiques des conditions politiques.

Quand les responsables politiques palestiniens et internationaux brandissent la désalinisation comme la seule solution au problème de l'eau à Gaza, cela renforce le discours qui prétend que le progrès technologique sauve la situation, sans tenir compte des réalités politiques sous-

jacentes et des restrictions sur le terrain.

Cela illustre également la démarche naïve des donateurs face à la question de l'eau à Gaza et en Cisjordanie. Et avant tout, ces projets ne dénoncent pas – et donc, même involontairement, soutiennent – les violations du droit international par Israël, et précisément l'occupation permanente et l'expropriation de la terre et des ressources naturelles des Palestiniens.

Par ailleurs, les principaux donateurs, à savoir l'UE, le Royaume Uni et les Etats Unis, non seulement financent des projets problématiques, mais font activement la promotion de la technologie et des avancées scientifiques israéliennes tout en ne tenant aucun compte du potentiel de recherche sur l'eau des Palestiniens.

La suppression des Palestiniens des infrastructures, de la technologie et de la collaboration scientifique

Avec l'occupation israélienne qui impose des lois militaires sur l'accès et le contrôle des ressources essentielles telles que l'eau, de même qu'elle restreint les importations de fuel et de sources d'énergie élémentaires, l'Autorité Palestinienne n'a pas développé d'infrastructures importantes dans le secteur de l'eau pendant des décennies, surtout en Zone C, ce qui représente 60 % de la Cisjordanie. « L'administration civile » de l'occupation a le droit de veto sur tout projet d'infrastructure en zone C, avec un taux d'acceptation de 1,5 % seulement entre 2010 et 2014.

La plupart des grands projets sur l'eau ont été gelés parce qu'Israël les conditionnait à un branchement avec les colonies, alors que ces projets provenaient d'agences de donateurs pour la population palestinienne. La zone C demeure donc un territoire de dé-développement et est considérée par la communauté internationale comme un espace réservé seulement à l'intervention humanitaire.

D'autre part, l'étroite collaboration de la communauté internationale et son admiration pour les technologies israéliennes de l'eau demeurent illimitées et aveugles au dé-développement et à la répression du secteur de l'eau des Palestiniens. Récemment, l'UE a qualifié Jérusalem – occupée par Israël en violation du droit international – comme l'une des cinq meilleures villes au monde pour l'efficacité, la gestion et l'innovation concernant l'eau. Ceci félicite un régime d'occupation pour son travail dans une ville où 36 % de ses résidents palestiniens ne sont même pas connectés au réseau d'eau israélien et où sévit une politique discriminatoire visant à vider la métropole de ses habitants palestiniens.

En 2012, la Commission Européenne et le ministère israélien de l'Energie et des Ressources en Eau ont signé un protocole d'entente sur cinq ans pour renforcer leur coopération scientifique, spécialement dans le domaine de la désalinisation de l'eau et de l'énergie. Le gouvernement britannique poursuit également ce genre de collaboration avec Israël. Il a récemment lancé deux programmes qui comportent des initiatives telles que placer des étudiants palestiniens diplômés dans des laboratoires israéliens pour construire des partenariats et « résoudre les questions de pénurie et de qualité de l'eau ». Mise à part la posture 'comme si de rien n'était' envers la force occupante, l'approche est problématique en ce qu'elle cherche à normaliser l'occupation, compte tenu du fait qu'investir dans l'excellence scientifique n'est pas envisagé pour les universités et les instituts de recherche palestiniens. Au contraire, tout le travail se fait au bénéfice des institutions de l'occupant.

Une exception apparente à cette tendance vient du département britannique pour le Développement International, qui a versé 1.6 million \$ pour aider les fermiers en difficulté de la zone C de Cisjordanie,

principalement des bergers bédouins, à faire vivre leurs familles à cause du coût croissant de la production agricole. Ce programme a permis aux fermiers de réhabiliter les citernes d'eau et a fourni environ 32 kilomètres de systèmes d'adduction d'eau ; ces travaux ont amélioré l'efficacité de l'irrigation. Cependant, les citernes ont une capacité de stockage limitée (70 mètres cubes par an) et dépendent de la collecte d'eau de pluie. C'est pourquoi leur réhabilitation ne fait qu'atténuer, plutôt qu'elle n'aide à résoudre, la pénurie d'eau imposée par l'occupation et, de façon plus générale, affaiblit les efforts des Palestiniens pour obtenir une part équitable des ressources, en limitant, plutôt qu'en renforçant, le développement de l'eau à des solutions à petite échelle.

En résumé, les donateurs ont poursuivi une démarche 'comme si de rien n'était' qui normalise l'occupation, avec un engagement et un financement de la recherche et de la collaboration scientifique avec Israël et l'investissement de millions de dollars dans le développement des infrastructures de l'eau réquisitionnées par Israël. Les donateurs réparent et reconstruisent même les infrastructures détruites par les forces israéliennes. La complicité des donateurs dans ces mécanismes destructeurs contribue au laisser-aller et à la dépendance des Palestiniens, ainsi qu'à un dé-développement général du secteur de l'eau palestinien. Une apolitisation envahissante de la question de l'eau entrave les Palestiniens dans leur quête pour le droit à l'autodétermination.

La lutte pour le contrôle de l'eau par les Palestiniens : pistes d'avenir

Alors que la situation de l'eau peut sembler sombre pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza, il existe de nombreuses stratégies que les Palestiniens et leurs alliés utilisent – et peuvent développer plus avant –

pour révéler la nature politique et due à l'homme de l'inégalité de l'eau dans les TPO et faire avancer des solutions justes à la crise.

* Souligner à quel point l'approche des donateurs pour développer le secteur de l'eau est au mieux gênante et au pire, nocive pour la dignité, l'indépendance et la réussite globale des Palestiniens dans leur réclamation de leurs droits à l'eau. On aura besoin de campagnes et de programmes qui renforcent la sensibilisation à la politique de l'eau et réclament la responsabilisation des donateurs pour s'assurer que les droits à l'eau des Palestiniens se retrouvent dans le programme des Palestiniens, notamment en s'occupant de l'occupation et de la violation des droits par Israël.

* Exiger que les projets de développement du secteur de l'eau financés par les donateurs suivent un plan d'urgence global et territorial dans tous les TPO. Ces projets devraient s'assurer que des programmes de développement – pas de l'aide humanitaire – soient mis en place de façon participative et transparente afin que les droits à l'eau deviennent une priorité absolue.

* Renforcer les universités et les instituts de recherche palestiniens comme pôles de connaissances sur la politique et la gestion des ressources naturelles, où on développe des technologies appropriées et de la recherche appliquée pour représenter les facettes politique, sociale, économique et culturelle de la gestion des ressources naturelles sous occupation, et développer une niche technique solide d'experts et d'ingénieurs palestiniens dans le domaine de l'eau pour soutenir la mobilisation locale menée par la communauté.

* Exiger une meilleure transparence de la part des autorités de l'AP pour s'assurer qu'elles ont en vue le droit des Palestiniens aux ressources naturelles en

renforçant et en rejoignant activement les campagnes locales et internationales pour le droit à l'eau et en fournissant une base solide aux organisations de la société civile pour leur permettre de faire connaître nationalement et internationalement l'injustice de l'eau.

* Construire des alliances avec les mouvements internationaux et transnationaux pour mieux exposer les violations israéliennes des droits à l'eau et développer une campagne d'actions mondiale avec les communautés indigènes qui s'opposent activement et à grande échelle aux industries extractives et aux Etats.

Finalement, à la vue de tout ce qui précède, il est vital de reprendre et de reformuler la lutte pour l'accession et le contrôle des ressources naturelles comme faisant partie de la lutte des Palestiniens pour l'autodétermination et la liberté.

Notes :

1. L'expropriation par Israël du Jourdain et de la nappe phréatique de Cisjordanie n'a pas commencé en 1967. Dans les années 1950 par exemple, Israël a créé le Réseau National de l'Eau, qui a détourné annuellement 350 millions de mètres cubes d'eau du Jourdain pour ses villes côtières de la région du Naqab/Negev. En outre, avant 1967, Israël avait puisé dans un riche aquifère depuis le côté israélien de la Ligne Verte

2. L'Autorité Palestinienne de l'Eau déclare qu'elle achète annuellement 55 à 57 millions de mètres cubes d'eau à Mekorot et qu'elle utilise 103 millions de mètres cubes par an des bassins (en-dessous des 118 millions de mètres cubes par an définis par les Accords d'Oslo – qui en eux mêmes sont obsolètes et insuffisants).

3. En plus, Israël s'est servi du manque d'infrastructure pour les eaux usées en Cisjordanie pour accuser les Palestiniens de polluer les ruisseaux et les oueds.

Pourtant, le CME et l'Administration Civile Israélienne ont opposé leur veto et donc bloqué le développement d'infrastructures pour les eaux usées en Cisjordanie. Les colonies israéliennes et le déversement de leurs usines industrielles sont aussi une menace pour la santé des Palestiniens et détruisent leur environnement. En plus, Israël fait du bénéfice sur ces eaux d'égout puisqu'elle les traite dans ses installations, mais fait payer leur traitement par l'AP. Les eaux usées traitées sont alors utilisées pour l'agriculture israélienne. Voir B'Tselem, « Tricherie : Négligence du Traitement des Eaux Usées en Cisjordanie », 2009.

Muna Dajani : Membre politique d'Al-Shabaka, Muna Dajani est une chercheuse en environnement et militante palestinienne de Jérusalem. Muna a une maîtrise en Développement et Environnement international. Elle prépare actuellement son doctorat à la London School of Economics (LSE) dans le département de Géographie et Environnement. Ses recherches viseront à identifier le lien entre identité, résilience et agriculture sous occupation armée, où l'agriculture acquiert une subjectivité politique en tant que forme de résistance culturelle. Ses intérêts de recherche sont la politique environnementale, la gestion des ressources menée par la communauté, et l'impact social du changement climatique.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source: [AL-Shabaka](#)